



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Octobre 2003

Volume 2, Numéro 9

<b>LIGNE DE FOND</b>	<b>1</b>
Reprise Des Pourparlers Après L'Echec De Cancun : L'OMC Tente De Trouver Une Nouvelle Voie En Dépit Des Bonnes Intentions	1
ACP - UE : Démarrage De La Phase Bilatérale/Régionale : La CEDEAO En Vedette	3
<b>NOUVELLES DE L'OMC</b>	<b>7</b>
La Plainte Du Brésil Contre Les USA Sur Le Coton Entre Dans Une Nouvelle Phase	7
Le Comité Du Commerce Et Du Développement (CCD) Se Penche Sur La Proposition De Pays Africains Sur La Baisse Des Prix Des Produits De Base	8
La Réunion Du Conseil Général Du 21 Octobre Approuve La Tenue De La Prochaine Conférence Ministérielle A Hong Kong	9
<b>SUR LE FIL</b>	<b>10</b>
Le G20 Plus Circonstanciel Qu'Institutionnel	10
TICAD III : Le Japon Mobilise La Communauté Internationale En Faveur Du NEPAD	10
<b>EVENEMENTS</b>	<b>11</b>
<b>PUBLICATIONS</b>	<b>12</b>

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à  
l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne  
« Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à  
l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne «  
Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

#### Reprise Des Pourparlers Après L'Echec De Cancun : L'OMC Tente De Trouver Une Nouvelle Voie En Dépit Des Bonnes Intentions

Un mois après l'échec de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue du 10 au 14 septembre à Cancun, les Membres se sont de nouveau retrouvés le 14 octobre dernier, à l'occasion d'une réunion informelle entre les chefs de délégations à Genève. Les discussions ont été ouvertes, après de brèves allocutions prononcées par le président du Conseil général, l'ambassadeur uruguayen Carlos Perez del Castillo et le directeur général de l'OMC Supachai Panitchpakdi, sur la manière dont ils entendaient reprendre les pourparlers.

Cinq délégations se sont exprimées au cours de la réunion qui a duré environ une heure. Il s'agit de l'Ile Maurice (au nom du Groupe africain), du Botswana (au nom du Groupe ACP), du Bénin, du Maroc et de la Bolivie. Toutes ont réaffirmé que le système commercial multilatéral jouait un rôle important et qu'il était vital de remettre les négociations sur les rails. Mais il y a eu un silence assourdissant de la part des pays développés. L'ambassadeur de l'UE à l'OMC a expliqué aux journalistes que l'UE était encore en période de réflexion et qu'elle était donc peu disposée à faire connaître ses intentions. De grands pays en développement tels que l'Inde, le Brésil et la Chine, ne se sont pas exprimés.

La réunion des chefs de délégation a également clairement indiqué que les discussions et les

négociations réelles allaient suivre le même schéma qu'avant Cancun. Les pourparlers vont se faire dans une série de " consultations " menées par Perez del Castillo et Supachai Panitchpakdi.

Les consultations seront une combinaison de réunions entre Supachai ou Perez Del Castillo et des délégations individuelles (à présent qualifiées de " réunions en confessionnal " au cours desquelles la délégation est incitée, entre autres, à révéler ses intentions réelles et ses positions de base) et avec des groupes restreints de pays.

Lors de cette réunion, Perez del Castillo a proposé aux Membres de l'OMC de ne pas " s'embourber " dans les questions de procédures, mais de se concentrer plutôt sur le fond et d'entreprendre des " négociation sréelles".

Perez del Castillo a rappelé aux délégués que les ministres, à Cancun, lui avaient demandé, en tant que président du Conseil général, de travailler avec le directeur général pour coordonner la poursuite des travaux sur les questions en suspens et de convoquer une réunion du Conseil général au niveau des responsables de haut rang d'ici le 15 décembre.

La principale orientation de leurs travaux serait de se concentrer sur les questions en suspens majeures. Selon Perez Del Castillo, il s'agit en tout premier lieu de l'agriculture, du coton, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et des thèmes de Singapour. " Dans la nouvelle phase de négociations démarrant aujourd'hui, nous commencerons par l'agriculture ", a déclaré Perez. " Nous procéderons à une série de consultations qui nous permettront de tester les possibilités d'arriver à une entente sur un cadre de modalités dans ce secteur. Nous procéderons ensuite de la même façon sur d'autres questions clés. Une seconde série de consultations sur ces questions cherchera à approfondir les négociations. " Il a ajouté que les Ministres avaient donné pour instruction que les travaux se déroulent sur la base du travail précieux réalisé durant la Conférence dans la mesure où les évaluations individuelles diffèrent selon le sujet, et il sera difficile d'arriver à

un consensus sur une base unique sur la quelle fonder les travaux futurs.

Suite à ses discussions avec les délégations et les capitales, Supachai déclarait avoir la nette impression que personne ne souhaitait voir l'Agenda du développement de Doha laissr de côté ou abandonnr. Tout le monde reste très attaché au système commercial multilatéral, a-t-il affirmé, ajoutant que même " certains de nos détracteurs de la société civile nous incitent à retourner à la table de négociation. "

S'exprimant au nom du Groupe africain, l'ambassadeur mauricien, Jaynarain Meetoo, a déclaré que le Groupe restait tout aussi engagé envers le programme de Doha et attachait une grande importance à la reprise des négociations. Encouragés par la conclusion des négociations sur les ADPIC et la santé, les Membres africains se sont rendus à Cancun avec le désir sincère de négocier et étaient pleinement préparés sur le fond et le processus en vue de résultats positifs. Les pays africains ont reconnu l'utilité des consultations qu'ils ont eues avec le président du Conseil général et sont prêts à travailler avec d'autres pour débloquer les négociations. Dans cette perspective, ils ont convenu d'avancer sur les quatre questions proposées par le président. Ils ont toutefois souligné qu'ils ne pouvaient accepter d'avancer qu'à la condition que tous les autres points de l'agenda de Doha soient pleinement pris en compte. En s'engageant dans les négociations, les pays africains s'engagent dans le processus visant à garantir que l'agenda de Doha suit le cap fixé ; mais au cours de cette période, il était essentiel de concentrer les travaux pour qu'ils aboutissent aux résultats les plus avantageux pour l'ensemble des Membres de l'OMC.

Au nom du groupe des pays ACP, l'ambassadeur du Botswana, Charles Ntwaaga a rappelé que la large alliance du Groupe africain, du Groupe ACP et des PMA était un des points marquants de Cancun et a déclaré que les pays souhaitaient que cette alliance stratégique continue de gagner en force pour consolider le pouvoir de négociation de ces pays.

L'ambassadeur a ajouté que le mandat de Doha identifiait " le développement " comme principe directeur pour l'évolution future du système commercial multilatéral. Les délégations des pays ACP étaient satisfaites de voir que les Membres de l'OMC avaient fait bloc autour d'un objectif aussi important et " étaient confiantes qu'avec la volonté politique, la pleine mise en œuvre du programme serait réalisée. " Les ministres ACP avaient adopté, en août, leur position sur les intérêts de négociations du Groupe et les pays ACP avait participé activement aux négociations dans la période immédiatement avant Cancun..

L'ambassadeur Ntwaagae a regretté que les négociations à Cancun n'aient pas progressé au-delà des thèmes de Singapour. La Conférence a effectivement échoué avant d'avoir testé les limites des négociations sur plusieurs questions prioritaires pour les pays en développement, y compris les dimensions développement du programme de Doha, en particulier l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le traitement spécial et différencié et les questions de mise en œuvre, a-t-il ajouté.

Le Groupe ACP appuyait donc la proposition visant à concentrer le processus après Doha sur l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, l'initiative sur le coton et les thèmes de Singapour. Le Groupe a également réitéré la nécessité cruciale de garantir la transparence des consultations et du processus de prise de décision. " Nous espérons que cette question continuera de bénéficier d'attention dans toutes les consultations et réunions après Cancun."

Pour sa part, l'ambassadeur du Bénin, a mis l'accent sur le fait qu'il était essentiel de se concentrer sur l'initiative sur le coton, car il était urgent de trouver une solution à ce problème. Le Maroc a déclaré que Cancun était un échec collectif mais qu'il ne fallait montrer personne du doigt. La Bolivie a déclaré que : " Nous ne pouvons nous permettre de continuer dans le vide, à partir de maintenant " et qu'il fallait remettre les négociations sur la voie.

L'ambassadeur européen, Carlo Trojan, a déclaré aux journalistes, en marge de la réunion, que l'UE était en train de mener une réflexion interne, notamment une réévaluation de sa position sur les thèmes de Singapour et sur le point de savoir comment ceci affecte sa position stratégique sur l'équilibre entre la libéralisation et les nouvelles règles et sur l'équilibre au sein de l'engagement unique, etc. L'UE demande quelques semaines de plus pour réfléchir sur ces questions, a-t-il déclaré, en réponse aux questions sur le point de savoir pourquoi l'UE n'avait pas fait de déclaration lors de la réunion des chefs de délégation.

Il importe de signaler que les points de discussions préconisés autour des quatre sujets majeurs - agriculture, coton, accès aux marchés pour les produits non agricoles et thèmes de Singapour - ne peuvent pas, en leur état actuel, être compris comme un programme de travail concret et visible. Comme il a déjà été dit, la plupart des délégations n'ont pas jugés utile de se prononcer sur cette proposition, et la nature actuelle des contacts reste à un niveau d'informalité qui ne permet pas de se prononcer sur la réalité de l'engagement des négociations. Tout laisse croire qu'il ne se passera pas grand chose à l'OMC avant l'importante réunion du Conseil Général prévue le 15 décembre prochain.

Sources: OMC, AFP, AllAfrica, TWN.

---

### **ACP - UE : Démarrage De La Phase Bilatérale/Régionale : La CEDEAO En Vedette**

La seconde phase de négociation des Accords de partenariat économique (APE) entre l'union Européenne et les 76 pays ACP a maintenant démarré, suite au lancement des discussions avec la CEMAC le 4 octobre à Brazzaville et la CEDEAO le 6 octobre à Cotonou. Ces deux institutions phares de l'intégration régionale africaine ont été choisies comme cadres opératoires au sein desquels seront discutés les futurs accords.

Pendant la première phase de négociations " tous ACP ", huit réunions ont été tenues au niveau des ambassadeurs. Elles ont permis aux parties de procéder à un échange de vues sur les questions se rapportant aussi bien à la conduite qu'à la substance des négociations. En outre, douze sessions ciblées plus restreintes ont été consacrées aux questions techniques spécifiques identifiées au niveau des ambassadeurs, permettant d'approfondir les discussions. Ces sessions ciblées étaient centrées sur les six domaines suivants : les questions juridiques, la dimension " développement " des APE, l'agriculture et les accords de pêche, les services, l'accès aux marchés et les questions liées au commerce. Sur l'ensemble de ces questions, des points de divergence et de convergence ont été identifiés et compilés dans un rapport conjoint publié le 2 octobre à Bruxelles.

### **Des convergences sur les principes généraux**

Il est désormais communément admis que les APE n'auront de sens que s'ils renforcent les initiatives d'intégration régionale existant dans les pays ACP sans les compromettre. Dans cette perspective, les APE devront servir à consolider les marchés ACP avant de promouvoir l'intégration commerciale avec l'UE. Ces objectifs sont largement partagés, comme en témoigne le rapport conjoint publié par les deux parties et qui devrait théoriquement tenir lieu d'orientations pour la seconde phase.

Autre point soulevé, la consolidation des acquis capitalisés dans le cadre de l'accord de Cotonou. Il s'agit, entre autre, de maintenir et d'améliorer le niveau actuel de l'accès préférentiel au marché européen pour les exportations ACP. En ce qui concerne les protocoles relatifs aux produits de base, il s'agit de les réexaminer dans le contexte des nouveaux accords commerciaux, notamment du point de vue de leur conformité avec les règles de l'OMC, en vue de sauvegarder les avantages qui en découlent. Pour ce qui concerne les pays ACP non-PMA qui ne seront pas en mesure de conclure des APE, des études spécifiques seront menées aux fins d'aboutir à des alternatives leur permettant de bénéficier d'un nouveau cadre commercial à la fois conforme à leur situation et compatible avec les règles de l'OMC.

A l'issue du processus de négociation des APE, aucun Etat ACP partie ou non à un APE ne devrait se retrouver dans une situation moins favorable que celle dans laquelle il se trouve actuellement. Cela est conforme à l'Accord de Cotonou.

Dans le domaine de l'agriculture et de la pêche, il y a eu des convergences sur l'importance cruciale de l'agriculture pour la réalisation des objectifs énoncés dans l'Accord de Cotonou, à savoir : promouvoir l'intégration harmonieuse et progressive des Etats ACP dans l'économie mondiale dans le respect de leurs choix politiques et de leurs priorités de développement, encourageant ainsi leur développement durable et contribuant à l'éradication de la pauvreté dans les pays ACP. La même convergence a été aussi notée sur la nécessité pour les pays et régions ACP de diversifier la structure de leurs exportations et d'augmenter la valeur ajoutée de celles-ci. Dans cette perspective, les deux parties ont convenu qu'il est essentiel de traiter les questions telles que la TCDT (transformation, commercialisation, distribution et transport).

Dans cette perspective, un accent particulier sera mis dans la recherche de solutions aux préoccupations des pays ACP, en particulier celles des PMA, des petits Etats en développement insulaires (PEDI), des pays enclavés, des pays non-PMA importateurs nets de produits alimentaires ou très endettés, des petites économies et des pays producteurs d'un seul produit de base, ainsi qu'aux considérations autres que commerciales, telles que le développement rural et la préservation de l'environnement. Il a été décidé, pour cela, d'examiner, dans le cadre des négociations des APE, les questions liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ainsi que l'impact des redevances à l'exportation de l'UE au cas par cas. S'agissant des mesures SPS, l'UE a souscrit à la recommandation des ACP visant à renforcer les capacités nationales et régionales des pays ACP selon le cas, y compris celles relatives aux institutions d'évaluation et de certification. Elle a jugé que cela représente une des premières priorités et a reconnu l'utilité de mettre en place, dans le cadre des APE, un mécanisme de

coordination et de concertation sur les questions SPS. Quelques divergences de vue subsistent toutefois sur cette question en raison du fait que les pays ACP demandent le maintien du statu quo en ce qui concerne les mesures SPS de la CE.

Au moment où la deuxième phase est entamée, ces quelques points de convergences sur certains principes généraux cachent cependant mal les profondes divergences encore perceptibles aussi bien dans les procédures de négociation que sur les questions techniques.

#### **Des divergences de vues insuffisamment mises à nu**

Sur l'approche des négociations, les pays ACP sont encore fondés sur leur conviction que la première phase " tous ACP " est une phase de négociation proprement dite devant déboucher sur un accord ACP-UE liant juridiquement les parties. Pour l'UE par contre, celle-ci n'est qu'une phase de clarification.

Sur les résultats de la première phase, les divergences de vues observées depuis le début des négociations n'ont pas, jusqu'ici, été aplanies. Aux yeux des pays ACP, la conclusion de la 1ère phase devra aboutir à la définition d'engagements clairement définis et contraignants. Selon leurs orientations pour les négociations des APE, un accord tous-ACP-UE devra être conclu. Tel n'est pas la position de l'UE pour qui la 1ère phase n'exige pas d'engagements puisque les négociations des APE ont déjà une base juridique qui est l'Accord de Cotonou.

Si les deux parties s'accordent sur la nécessaire compatibilité des APE avec les règles de l'OMC, elles ne s'entendent pas par contre sur leur impact potentiel sur le développement des ACP. Pour ces derniers, les règles existantes de l'OMC ne sont pas de nature à favoriser la mise en œuvre de stratégies de développement cohérentes dans les Etats ACP et doivent être adaptées de façon à prendre en compte leurs situations et leurs intérêts spécifiques, alors que l'UE, pour sa part pense que ces règles offrent la flexibilité suffisante pour les APE. Concernant la clause de non-exécution, les pays

ACP estiment que les APE ne doivent pas inclure une telle clause, car cela équivaldrait à la mise en place d'un mécanisme d'imposition de sanctions commerciales, tandis que l'UE opte plutôt pour le contraire.

Sur la question des périodes de transition les pays ACP proposent un moratoire de cinq ans avant le début du démantèlement tarifaire, ainsi qu'un processus d'évaluation pour s'assurer que la période de transition ne s'achèvera pas avant que les économies ACP aient atteint un certain niveau de développement. Pour l'UE par contre, un calendrier de libéralisation ouvert établi en fonction de la réalisation d'objectifs spécifiques ne serait pas compatible avec les dispositions de l'OMC.

Concernant les règles d'origine, les ACP proposent une différenciation entre celles applicables aux ACP et à l'UE dans le cadre des APE, de façon à prendre dûment en compte les différences entre leurs niveaux d'industrialisation et de développement. L'UE n'est pas cependant favorable à des règles d'origine asymétrique. Pour elle, les règles ne peuvent être différentes que d'une région à l'autre pour certains produits lorsque les besoins et les problèmes particuliers des régions concernées le justifient.

Sur la lancinante question de la libéralisation du commerce des services, les deux parties ne s'accordent pas encore. Alors que les ACP estiment que rien dans l'Accord de Cotonou n'oblige à libéraliser le commerce des services dans le cadre des APE, l'UE pense au contraire que la question n'est plus de savoir s'il faut libéraliser les services dans le cadre des APE ou pas, mais quand faut-il le faire.

Les réserves émises par les ACP sont motivées par le fait que, pour eux, les avantages de la libéralisation du commerce des services ne sont pas automatiques et un pays ne peut pas compter exclusivement sur des entreprises étrangères pour développer son secteur des services, notamment les services de base tels que l'eau, la santé et l'éducation.

Sur les relations entre les APE et l'OMC, notamment en ce qui concerne les domaines spécifiques et controversés des thèmes de Singapour, la l'UE estime que les APE devrait aller plus loin que l'OMC et les ACP ne devraient pas laisser le processus de l'OMC dicter l'ordre du jour des négociations des APE. En insistant fortement sur le fait que les APE doivent nécessairement tenir compte des pourparlers à l'OMC, les pays ACP ont affirmé que tant que des règles sur le commerce n'auront pas été élaborées au niveau multilatéral dans les autres domaines proposés par l'UE et en matière de politique de la concurrence, d'investissement et de facilitation du commerce, les ACP ne seront pas disposés à négocier des règles dans le cadre des APE. L'OMC n'a pas encore décidé de la manière de traiter certaines des questions liées au commerce au niveau multilatéral.

#### **La CEDEAO élabore sa " feuille de route " mais s'inquiète des rapports de force avec l'UE**

Choisie comme cadre institutionnel est espace économique devant servir de cadre de négociation d'un APE avec l'Union européenne, la CEDEAO s'est officiellement lancée dans les pourparlers le 6 octobre dernier à Cotonou, au Bénin. Elle a adopté une position commune, mis en place un " comité régional de négociations " composé par des experts et des fonctionnaires de haut niveau et élaboré une " feuille de route " (qui doit être reformulée pour intégrer d'autres préoccupations de développement) pour la conduite de négociations avec l'UE dirigée à l'ouverture des négociations par Pascal Lamy, commissaire européen au commerce.

Ces négociations seront basées sur une approche globale, couvrant notamment l'approfondissement du processus d'intégration régionale, l'amélioration de la compétitivité, la mise à niveau des entreprises Ouest africaines et la réalisation d'infrastructures. Le processus de négociation a été élargi à des acteurs de la société civile régionale, fortement représentées à Cotonou à l'ouverture de la deuxième phase, et le secteur privé.

Au regard des profondes divergences qui subsistent encore entre les positions des ACP et celles de

l'UE sur plusieurs points, et de l'échec de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, plusieurs experts de la CEDEAO et des membres d'organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest ont exprimé leurs inquiétudes face au déséquilibre des rapports de force entre les deux parties et à la capacité de la CEDEAO à laisser son empreinte sur l'issue des négociations. " L'APE est une bonne initiative, " a laissé entendre un expert du comité de la CEDEAO, " mais c'est la manière dont les négociations seront menées qui nous inquiète. Nous sommes dans un système où se sont les plus forts qui vont toujours imposer leurs idées. Dans un tel contexte, nous ne pouvons plus parler de négociations ".

La société civile partage les mêmes craintes. Elle appelle les gouvernements à faire preuve de prudence tant que les règles ne seraient pas clairement définies. Mme Bibiane Mbaye Gahamanyi de l'ONG Enda Tiers Monde et du secrétariat de la plate-forme de la société civile ouest africaines sur l'Accord de Cotonou, estime qu'il est impératif pour les pays ACP, le bloc de la CEDEAO en particulier, de rester soudés et solidaires. Si la CEDEAO n'a pas une force commerciale significative, elle constitue néanmoins une entité politique importante dont il faut tenir compte.

L'objectif final des négociations des APE entre les 76 pays ACP, répartis en groupes régionaux, et l'Union européenne est d'établir, à l'horizon 2008, une zone de libre-échange bâtie sur des normes compatibles avec les règles de l'OMC.

Sources : [www.acpsec.org](http://www.acpsec.org), [www.ecowas.int](http://www.ecowas.int), [www.allafrica.com](http://www.allafrica.com); AFP.

## NOUVELLES DE L'OMC

### La Plainte Du Brésil Contre Les USA Sur Le Coton Entre Dans Une Nouvelle Phase

Un Groupe spécial de règlement des différends de l'OMC a donné une tournure nouvelle à l'affaire opposant les USA au Brésil sur le coton. Après avoir décidé le 20 juin dernier qu'il allait examiner la question de la clause de paix avant de décider sur les questions de fond, il permettait aux États-Unis de remporter une victoire importante au plan des procédures. Car aux termes de cette clause, les Membres conviennent de ne pas soulever de contentieux liés à l'accord sur l'agriculture sauf si un certain nombre de conditions sont remplies. La plus importante d'entre elles est qu'un volume de subventions plus élevé que celles accordées durant l'année de référence 1992 entraîne l'extinction automatique de la clause de paix.

Dans sa décision du 20 juin, le Groupe spécial avait déclaré aux parties qu'il déterminerait en premier lieu si les politiques américaines en matière de subventions répondaient aux conditions de la clause de paix avant de considérer les questions de fond soulevées par le Brésil. Le Groupe spécial avait fixé la date cible du 5 septembre pour sa décision sur la clause de paix.

L'élément central du différend est l'interprétation de la partie de la clause de paix qui énonce que les subventions pleinement conformes à ses dispositions " ne donneront pas lieu à une action " aux fins du GATT et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Mais l'Accord sur l'agriculture omet de définir les termes " ne donneront pas lieu à une action ". Au vu de ces considérations, le contentieux risquait donc de s'éteindre sans que des réponses sur la légalité des subventions soient données.

A la session du 9 octobre dernier, le Groupe Spécial a informé les parties au litige de l'adoption d'une autre démarche qui donnait une tournure nouvelle au contentieux sur le coton : il a décidé de ne plus appréhender la clause de paix comme une question préjudicielle à la résolution de

laquelle le différend dépendait, procédant ainsi à ce que l'on pourrait appeler une " réunification du contentieux " dont la conséquence la plus immédiate est une étude de toutes les questions de fond, relatives aux subventions notamment, en même temps que celle dite préalablement " procédurale " de la clause de paix.

Ainsi, si la décision du 20 juin qui " éclatait le contentieux " semblait donner un léger avantage aux USA, cette nouvelle approche donne au Brésil et aux pays qui soutiennent sa démarche, l'espoir que des considérations de forme, quoiqu'importantes, n'empêchent pas de se pencher et de donner une réponse claire sur la questions des subventions américaines à leur cotonculteurs.

Pour certains observateurs, cette décision ouvre la porte à la bataille des modèles économétriques. Les discussions portant sur les articles 3, 5 et 6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et sur l'article 16 du GATT de 1994 notamment, induisent une série d'études sur les quantités et la nature des subventions à l'issue desquelles chaque partie prétend apporter la preuve de la légalité de sa démarche. Les Etats Unis continuent de soutenir que la baisse des prix sur le marché mondial reste tributaire des importants stocks de coton massés en Chine, mais aussi de l'augmentation quantitative des fibres synthétiques sur le marché. Pour faire face à ces arguments, le Brésil n'a pas hésité à recourir aux services d'une professeur d'économétrie agricole de l'Université de Californie.

Un autre point de litige concerne l'argument brandie par le Brésil accusant les USA de faire obstruction à la recherche de preuve. Le Brésil a formulé une demande dans ce sens à l'OMC pour que celle-ci commissionne à ses frais un expert chargé de rechercher des informations utiles à la décision du Groupe Spécial. Les USA s'opposent énergiquement à cette requête arguant que si l'extinction de la clause de paix venait à être remis en cause, ils encouraient le préjudice d'avoir rendu publiques des informations sensibles qui n'auront été d'aucune utilité au travail du Groupe Spécial. Mais cet argument ne tenait que dans la mesure où



la question de la clause de paix était encore considérée comme une question préjudicielle. Il serait intéressant de savoir maintenant quelle est la position de l'OMC.

Par ailleurs, lors de la séance du 8 octobre dernier, l'Organe de règlement des différends a accueilli le Bénin et le Tchad entres autres tierces parties. Les représentants de ces pays ont présenté des communications orales tendant à mettre en exergue l'impact des subventions sur leurs exportations de coton. Ils ont participé à cette session accompagnés de leurs conseillers juridiques.

La prochaine session du Groupe Spécial sur cette question est prévue le 2 décembre 2003.

---

### **Le Comité Du Commerce Et Du Développement (CCD) Se Penche Sur La Proposition De Pays Africains Sur La Baisse Des Prix Des Produits De Base**

La quarante-sixième session du comité du commerce et du développement (CCD) s'est réunie les 16 et 23 octobre dernier pour discuter, entre autres, du plan de l'assistance technique 2004 et de la proposition d'un groupe de pays africains sur la baisse des prix des produits de base. Les discussions sur les deux premiers points n'ayant pas pu être bouclées lors de la réunion du 16 octobre, les Membres se sont retrouvés le matin du 23 octobre 2003 pour terminer l'ordre du jour.

#### **Assistance technique**

Les Membres ont passé la majeure partie de la réunion de 16 octobre à discuter sur les activités prévues d'assistance technique du secrétariat pour 2004 (WT/COMTD/W/119). La question de continuer certaines activités du Plan d'assistance technique, basée sur les résultats de Cancun, et leurs implications possibles dans la définition des priorités du futur ordre du jour, ont joué un rôle central au cours de ces discussions. Selon un fonctionnaire de l'OMC, l'UE a suggéré de suspendre les activités du Plan d'assistance

technique liées aux sujets qui "ont été rejetés" à Cancun comme les thèmes de Singapour. Plusieurs pays en voie de développement ont répondu que le Plan d'assistance technique était au cœur du programme de travail de Doha -réaffirmé par les ministres à Cancun - et devrait continuer ainsi en dépit de l'échec relatif de Cancun. La plupart des Membres ont convenu qu'ils devraient attendre jusqu'à la session du Conseil Général de mi-Décembre pour avoir une plus grande clarté sur les priorités du Plan d'assistance technique. Tirant la conclusion de ces discussions, le secrétariat a été chargé de mettre à jour le document.

#### **Baisse des prix des produits de base**

Les Membres ont passé le reste de la réunion du 16 octobre, et une partie de celle du 23 octobre, à discuter de la soumission déposée en mai dernier par le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie (WT/COMTD/W/113) et liée aux problèmes posées par la tendance de diminution à long terme, des cours des produits de base, et qui selon eux, requiert une action de l'OMC pour trouver une solution. Le Kenya a suggéré qu'à la lumière des conséquences négatives pour le développement des pays dépendants de telles exportations des produits de base, le CCD devrait, entre autres, commencer un examen détaillé des problèmes soulevés par des exportateurs des produits de base, et que la question devrait être traitée expressément en session spéciale du CCD. D'autres organes ayant des mandats liés aux problèmes soulevés devraient également être engagés dans les discussions - comprenant la session spéciale de la commission de l'agriculture, le groupe de négociation sur l'accès aux marchés des produits non-agricoles, le groupe de travail sur le commerce, la dette, et les finances, comme le groupe de travail sur le commerce et le transfert de technologie.

Un observateur a noté que le Canada et les USA, soutenus par l'Australie, ont émis "des réserves fortes" contre ces suggestions. Les USA ont argué que les cours des produits de base dépendaient des forces en présence sur le marché, et que les tentatives précédentes d'interférer sur ces marchés s'étaient avérées impossibles. L'UE, tout en déclarant que la question a mérité son inscription à



l'ordre du jour du CCD, a fait écho à la position des USA.

En raison de la poussée des pays en voie de développement pour la faire inclure dans l'agenda, cette proposition sur les produits de base et d'autres produits spécifiques comme le coton, ont été tenues en compte dans le projet de déclaration ministérielle de Cancun.

En répondant aux arguments des pays développés consistant à laisser le marché se réguler par lui-même, un délégué africain s'est référé aux précédents existants, à travers la création par les pays développés d'outils de gestion et d'approvisionnement pour garantir la stabilité des prix. Il a ajouté que cette question rentrait parfaitement dans le mandat du CCD, et que les discussions substantielles devraient déjà être en cours. Allant dans ce sens, les Membres ont demandé au secrétariat de préparer un inventaire des études sur la question. Le Président, Habib Mansour (Tunisie) a indiqué qu'il entreprendrait des consultations sur la façon dont on devra procéder.

La prochaine réunion du CCD est prévue le 27 novembre.

---

### **La Réunion Du Conseil Général Du 21 Octobre Approuve La Tenue De La Prochaine Conférence Ministérielle A Hong Kong**

Le Conseil Général de l'OMC s'est réuni pour la première fois le 21 octobre dernier, depuis l'échec de la Conférence Ministérielle de Cancun en septembre. La réunion qui a duré seulement une heure n'a pas donné de renseignements ou de signal politique fort sur un calendrier ou la suite des discussions. En effet, les Membres ont indiqué qu'en dépit d'un plan de travail mis en place par le président du Conseil Général Del Castillo lors de la réunion des chefs de délégation du 14 octobre dernier sur l'orientation à donner à la suite des négociations par des discussions informelles, on ne

note pas d'avancée ou d'engagement provenant des capitales ou de certains Membres influents. Quelques observateurs ont dit qu'ils s'attendaient à ce que les discussions reprennent seulement en début 2004. L'UE et les USA ont indiqué que s'ils ne sont pas opposés à reprendre les négociations, ils ne vont pas non plus les initier.

Un groupe de 20 pays en voie de développement comprenant le Brésil, l'Inde et la Chine, a indiqué qu'elle veut remettre les discussions sur les rails, mais qu'il n'a encore enregistré aucune proposition concrète de négociation.

Lors de cette réunion du Conseil Général, les Membres ont accepté l'invitation de Hong Kong d'accueillir la prochaine Conférence Ministérielle de l'OMC. Aucune date n'a encore été fixée pour cette réunion. L'agenda de l'OMC prévoit la tenue d'une Conférence Ministérielle tous les deux ans, ce qui signifie que la réunion pourrait se tenir vers la fin de l'année 2005. Hong Kong a approuvé le fait que les Membres ne pourront fixer une date qu'une fois qu'ils auront une idée plus claire du calendrier de négociations et a rappelé aux Membres qu'il aura besoin d'un délai d'une année pour faire face à la préparation.

En outre, lors de la réunion, le Bénin a suggéré de surseoir au point de l'ordre du jour sur le coton, dans la mesure où les discussions informelles continuaient sur le sujet. Le Président du Conseil Général Carlos Perez del Castillo et le Directeur Général Supachai Panitchpakdi ont conduit ces discussions, et sur d'autres questions importantes telles que l'agriculture, les questions de Singapour et l'accès aux marchés pour les produits industriels. Les Membres ont aussi convenu que les Présidents des sessions de négociation resteraient à leur poste pour l'instant. Ces organes ne se réunissent pas actuellement, et la question des présidents, dont les mandats ont officiellement expiré à Cancun, sera reconsidérée une fois que les négociations recommenceront dans les organes établis par le Comité des Négociations Commerciales.

## SUR LE FIL

### Le G20 Plus Circonstanciel Qu'Institutionnel

La réunion du G20 tenue à Buenos Aires, en Argentine le 10 octobre dernier, a cherché à sortir "du langage de confrontation" entre pays riches et pauvres, a résumé le ministre argentin des Affaires étrangères Rafael Bielsa, lors de la conférence de presse finale. Dans leur déclaration finale, douze pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, membres de cette alliance de pays hostiles aux subventions agricoles, ont convenu que "le système multilatéral est essentiel pour poursuivre le processus de libéralisation commerciale sur des bases justes et équilibrées".

Ce texte, qui appelle les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à se retrouver en décembre à Genève "dans un esprit constructif" et à soutenir les efforts de la direction de l'organisation, a été signé par l'Afrique du Sud, Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, Cuba, l'Égypte, l'Inde, le Mexique, le Paraguay et le Venezuela. Trois pays participants n'ont pas signé cette "déclaration de Buenos Aires" : le Pérou et le Guatemala, qui avaient annoncé à l'avance leur intention de quitter le groupe, et l'Uruguay, qui n'en avait jamais fait formellement partie.

Seuls huit ministres, tous latino-américains, avaient fait le déplacement à Buenos Aires. Les autres pays présents étaient représentés par leurs ambassadeurs (Chine, Égypte) ou des hauts fonctionnaires (Inde, Afrique du Sud). Plusieurs pays attendus ont fait faux bond au dernier moment, souvent à la suite de pressions américaines, comme les pays d'Amérique centrale qui négocient actuellement avec leur puissant voisin du Nord un important accord de libre-échange.

La ministre de l'Économie du Guatemala Patricia Ramirez a ainsi expliqué que son pays "avait intégré le G22 pour la réunion ministérielle de l'OMC à Cancun, mais c'était un rassemblement conjoncturel et tout s'est terminé avec Cancun". La

ministre chilienne des Affaires étrangères Maria Soledad Alvear a minimisé ces absences en soulignant que la réunion de Buenos Aires -la première depuis l'échec de Cancun le 14 septembre- ne présentait qu'un "caractère informel".

La déclaration finale ne mentionne en aucune manière une possible institutionnalisation du G20, hypothèse évoquée au cours des dernières semaines. Le ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim, dont l'action avait été déterminante dans la constitution de cette coalition, a reconnu que le G20 n'existait pas "en tant que tel". "Ce fut un groupe de circonstance", a-t-il admis. Pour son homologue argentin Bielsa, la réunion de Buenos Aires n'a pas été "une réunion du G22, du G "X" ou de ce que vous voudrez l'appeler, mais de pays qui ont une vision semblable des négociations agricoles". "Le concept fondamental" du cycle de Doha, lancé en novembre 2001 " est le développement et l'agriculture est la partie centrale de ces négociations. Nous avons la ferme intention de continuer le processus de réforme et de parvenir à intégrer totalement l'agriculture dans les thèmes de l'OMC ", relève la déclaration finale.

Ces pays en développement qui avaient participé à faire échouer le mois dernier la réunion ministérielle de Cancun en sont donc arrivés à la conclusion que leur alliance n'était que de circonstance et que l'OMC restait le forum privilégié pour régler les différends commerciaux.

Sources : AFP/VNA : Commerce : Le G22 confirme la primauté de l'OMC, 13 Octobre 2003

---

### TICAD III : Le Japon Mobilise La Communauté Internationale En Faveur Du NEPAD

La troisième conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TICAD III) s'est tenue du 29 septembre au 1er octobre dernier dans la capitale nipponne.

La conférence a rassemblé autour du Japon vingt trois chefs d'Etat africains, quatre-vingt-dix-neuf pays, quarante-sept organisations africaines et internationales, dont la Coalition mondiale pour l'Afrique, le Programme des Nations-unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale, et des représentants d'ONG et du secteur privé. L'élargissement du champ de discussions répond aux objectifs de promotion et de soutien au NEPAD (cadre de référence pour la politique africaine de développement) et l'élargissement du partenariat international.

Pendant les trois jours de la conférence, les participants répartis en groupes de travail ont épluché les questions relatives à la réduction de la pauvreté par la croissance économique, la consolidation de la paix, le renforcement des capacités, le développement du secteur agricole, le dialogue avec la société civile.

Fustigeant les déséquilibres du commerce international qui, à ses yeux, empêchent le continent de sortir de la pauvreté, le président Ougandais Yuweri Museveni a affirmé que " le handicap le plus important du développement africain est le protectionnisme du Japon, du Canada, des Etats-Unis et de l'Union Européenne. Ce protectionnisme, ajoute-t-il, affecte le blé, le sucre, le maïs, le coton, la viande de bœuf ou encore l'acier. " Il a imputé le retard du continent, " resté au stade pré-industriel ", aux " iniquités des échanges commerciaux "

" Depuis les années 70 l'Afrique subsaharienne a perdu 2800 milliards de dollars à cause des déséquilibres des échanges alors qu'elle n'a reçu que 160 à 165 milliards d'aide " a souligné le président ougandais. L'exemple le plus édifiant est le café. " Sur 71 milliards de dollars représentant la valeur des échanges de café, les pays producteurs ne reçoivent que 5 millions. "

Beaucoup d'autres intervenants ont aussi critiqué les déséquilibres du système commercial multilatéral et fustigé la manière dont la conférence ministérielle de l'OMC a été gérée.

Dans le camp des pays développés, c'est le président français qui s'est érigé en défenseur de l'Afrique. Il a réclamé un " régime commercial spécifique pour l'Afrique ". Il a en outre réitéré les propositions faites par la France en février dernier : protection des producteurs locaux par un moratoire sur les subventions agricoles, encouragement aux exportations par un régime harmonisé de préférences et réflexion sur le cours des matières premières.

La TICAD est organisé tous les cinq ans depuis 1993. Le processus préparatoire de cette troisième édition a été amorcé au mois de mai dernier avec l'organisation de diverses consultations régionales en Afrique. La TICAD bénéficie de l'appui conjoint des co-organisateurs : Le gouvernement du Japon, le Bureau du conseiller spécial de l'Organisation des nations unies pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Coalition mondiale pour l'Afrique, et la Banque mondiale.

Sources : AllAfrica ; AFP ;

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site :<http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### EVENEMENTS A l'OMC

27 - 29 octobre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles  
29 - 30 octobre, OMC, Genève, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, WTO AIR/2172

30 - 31 octobre, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale  
3 novembre, OMC Genève, Groupe de négociation sur les règles - Accords commerciaux régionaux  
7 novembre, OMC, Genève, Comité des barrières techniques au commerce  
14 novembre, OMC, Genève. Séminaire, Accords commerciaux régionaux  
17 novembre, OMC, Genève, Symposium : " propriété intellectuelle et transfert de technologie "  
17 - 19 novembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale  
18 - 21 novembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, WTO/AIR/2157  
21 novembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale  
27 novembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement

#### Evènements ailleurs

Novembre, Bruxelles, Belgique, 78ème session du Conseil des ministres ACP. pour précisions, contacter :  
<http://www.acpsec.org/fr/agenda/agend03f.htm>  
4 - 7 novembre, Rome, Italie, deuxième session du groupe de travail intergouvernemental sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Contact: Murthi Anishetty, FAO Plant Genetic Resources Group, Email: [murthi.anishetty@fao.org](mailto:murthi.anishetty@fao.org)  
Web Site:  
<http://www.fao.org/ag/AGP/AGPS/pgr/ITWG2nd/docsp1.htm>  
6 - 8 novembre, Montréal, Canada, conférence internationale sur les zones forestières protégées, Contact: CBD Secretariat , Telephone: 1-514-288-2220, Fax: 1-514-288-6588  
Email: [secretariat@biodiv.org](mailto:secretariat@biodiv.org) ; Web Site: <http://www.biodiv.org> ,  
10 - 14 novembre, Nairobi, Kenya, Réunion des Parties à la Convention de Montréal (MOP 15); Contact: Secretariat for the Vienna Convention and the Montreal Protocol ; Telephone: 254-20-62-3850 ; Fax: 254-20-62-3601 ; Email: [Marco.Gonzalez@unep.org](mailto:Marco.Gonzalez@unep.org)  
web Site:  
<http://www.unep.org/ozone/meet2003.shtml>

17 - 19 novembre, Miami, USA, Forum américain sur le commerce et le développement durable, Contact: The North-South Center, University of Miami, Email: [nscenter@miami.edu](mailto:nscenter@miami.edu), Web Site: <http://www.miami.edu/nsc/pages/FTAA.html>  
17 - 20 novembre, Sussex, Grande Bretagne, Conférence sur les changements climatiques : que faut-il faire au Nord et au Sud, Contact: Roger Williamson, Telephone: 44-1903-817-773, Fax: 44-1903-814-445, Email: [roger.williamson@wiltonpark.org.uk](mailto:roger.williamson@wiltonpark.org.uk)  
Web Site:  
<http://www.wiltonpark.org.uk/web/conferences/wrapper.asp?confref=WP730>  
17 - 21 novembre, Rome, Italie, Consultations des experts de la FAO et de l'OMS sur les animaux génétiquement modifiés, y compris les poissons, Contact: Ezzeddine Boutrif, FAO  
Telephone: 39-6-5705-6156, Fax: 39-6-5705-4593, Email: [ezzeddine.boutrif@fao.org](mailto:ezzeddine.boutrif@fao.org)  
Web Site:  
[http://www.who.int/foodsafety/biotech/meetings/ec\\_nov2003/en/](http://www.who.int/foodsafety/biotech/meetings/ec_nov2003/en/)

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

#### En français

**CEA : RAPPORT ECONOMIQUE SUR L'AFRIQUE 2003:ACCÉLERER LE RYTHME DU DÉVELOPPEMENT.**Commission Economique pour l'Afrique (NU), (juin 2003)  
<http://www.uneca.org/fr/era2003/index.htm>  
**CNUCED : LE RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT 2003.**

**L'ACCUMULATION DE CAPITAL, LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LES CHANGEMENTS STRUCTURELS.** 04/09/03, 60 Pages

<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=4078&intItemID=2505&lang=2&mode=downloads>

**CNUCED, RAPPORT SUR**

**L'INVESTISSEMENT DANS LE MONDE 2003 - VUE D'ENSEMBLE**, Les politiques d'IED et le développement: Perspectives nationales et internationales (UNCTAD/WIR/2003).

[http://www.unctad.org/fr/docs/wir2003overview\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs/wir2003overview_fr.pdf)

**CNUCED, RÉFORMES ET PLACE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES PORTS AFRICAINS (UNCTAD/SDTE/TLB/5),**

16/08/03, 31 Pages

**ECDPM-ICTSD-ODI : " ECLAIRAGE SUR LES NEGOCIATIONS COMMERCIALES "** Vol 2 n°4, Août 2003.

**GRAIN, UN TOURNANT DANS LA RÉVISION DE L'ACCORD SUR LES ADPIC,** Juillet 2003.

[http://www.grain.org/fr/publications/dsp\\_publications.cfm?type\\_id=14&type\\_type=3](http://www.grain.org/fr/publications/dsp_publications.cfm?type_id=14&type_type=3)

**ICTSD, IIDD, DOSSIERS SUR LE CYCLE DE DOHA : LE POINT SUR CANCUN.** Les "Dossiers sur le Cycle de Doha" sont conçus comme un guide sur les négociations commerciales multilatérales à l'OMC au cours du Cycle de Doha, qui a débuté en fin 2001-début 2002. En 13 documents de synthèse, ICTSD et IIDD offrent un état de la situation incluant une étude contextuelle et les perspectives pour Cancun pour chacun des différents thèmes de négociations. [http://www.ictsd.org/pubs/dohabriefings/index\\_fr.htm](http://www.ictsd.org/pubs/dohabriefings/index_fr.htm)

**PNUD, METTRE LE COMMERCE INTERNATIONAL AU SERVICE DE TOUS, 2003.**

**PNUD, RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2003.** Les Objectifs du Millénaire pour le développement: Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine. <http://www.undp.org/hdr2003/francais/>

**OCDE, PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN AFRIQUE 2002/2003, AVRIL 2003**

**OCDE, MONDIALISATION, PAUVRETÉ ET INÉGALITÉ, Juin 2003.**

[http://www.sourceocde.org/content/templates/el/el\\_searchexpand.htm?comm=internat\\_fr&token=004ADDDE7D3A06122D20CF32E421B3&action=expand&caller=portal0&identifieur=oecd%2f16832396%2f2003%2f00002003%2f00000010%2f4103042e&type=infobike&local=yes&format=application](http://www.sourceocde.org/content/templates/el/el_searchexpand.htm?comm=internat_fr&token=004ADDDE7D3A06122D20CF32E421B3&action=expand&caller=portal0&identifieur=oecd%2f16832396%2f2003%2f00002003%2f00000010%2f4103042e&type=infobike&local=yes&format=application)  
**OMC, RAPPORT SUR LE COMMERCE MONDIAL. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE.** Ce rapport est publié dans l'intention de contribuer au débat public sur la politique commerciale et le système commercial multilatéral, (août 2003)

[http://www.wto.org/french/news\\_f/pres03\\_f/pr348\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/pres03_f/pr348_f.htm)

**OMC, RAPPORT ANNUEL DE L'OMC 2003.**

Le Rapport annuel 2003 porte essentiellement sur la première année complète de négociations menées dans le cadre du Programme de Doha pour le développement.

**ZIEGLER JEAN, LES NOUVEAUX MAÎTRES DU MONDE ET CEUX QUI LEUR RÉSISTENT.** Fayard

**En anglais**

**A NEW BEGINNING FOR WTO AFTER CANCUN.** By Mark Ritchie and Kristin Dawkins (Foreign Policy in Focus, October 2003).. For further information see: <http://www.fpif.org/commentary/2003/0310fairtrade.html>.

**POLICY THAT WORKS FOR FOREST AND PEOPLE: REAL PROSPECTS FOR GOVERNANCE AND LIVELIHOODS.** By James Mayers and Stephen Bass (Earthscan/IIED, 2004). For further information visit <http://www.earthprint.com/go.htm?to=9276IIED>.

**THE PRACTICE OF STRATEGIC ENVIRONMENTAL ASSESSMENT.** By Riki Thérivel and Maria Rosário Partidário (Earthscan, 2003). For further information see <http://www.earthscan.co.uk/asp/bookdetails.asp?key=4018>.

**BIOTECHNOLOGY AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT: VOICES OF THE SOUTH**



**AND NORTH.** Released by CABI Publishing. The book had its genesis at a March 2002 conference by the same name in Alexandria, Egypt. The book's goal is to identify "ways and means" by which biotechnology can serve humanity and improve the livelihoods of poor people. Contributors include Gordon Conway of the Rockefeller Foundation and M. A. Madkour of Egypt's Agriculture Genetic Engineering Research Institute.

**"Market Opportunities For African Agriculture: An Examination Of Demand-Side Constraints On Agricultural Growth,"** released by the International Food Policy Research Institute (IFPRI). This paper explores market opportunities for growth in Africa's agricultural sector. It states that rapid growth in African agriculture must be central to any poverty reduction plan, but it cautions that investments aimed at increasing agricultural productivity need to be linked to market opportunities if they are not to depress commodity prices and farm incomes. "Genetically Modified Crops and Sustainable Poverty Alleviation in Sub-Saharan Africa," published by Third World Network Africa. It argues that genetically modified (GM) crops are "relatively ineffective and expensive" for improving African agriculture. The report assesses three GM crops: Bt cotton, which is being cultivated in South Africa, and GM sweet potato and maize, which are both under development in Kenya. The report evaluates whether each of the three crops meets standards of being: 1) demand driven; 2) site specific; 3) poverty focused; 4) cost effective; 5) institutionally sustainable; and 6) environmentally sustainable.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)